



lundi 25 septembre 2017

## **Contre les ordonnances et toutes les attaques :**

### **Trois tours de chauffe... Et maintenant ?**

*Jeudi dernier, à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires, entre 132 000 (selon la police) et 223 000 manifestants ont défilé dans le pays contre les ordonnances signées vendredi par Macron. C'est moins que le 12 septembre à l'appel des mêmes organisations mais, samedi, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau défilé dans Paris, profitant de l'appel de Mélenchon pour prolonger les deux autres journées.*

#### **Des ordonnances sur mesure pour les patrons**

Gouvernement et patronat prétendent qu'il faut supprimer les obstacles aux licenciements pour, disent-ils, mieux embaucher : ils se fichent ouvertement de nous ! Les patrons licenciaient déjà à tour de bras, ce sera désormais encore plus simple et, même s'ils sont en tort, cela ne leur coûtera plus grand-chose avec le plafonnement des indemnités prud'homales. Ils pourront « consulter » les salariés pour leur faire accepter de travailler davantage, de gagner moins. Le refus individuel de voir son contrat de travail modifié sera un motif de licenciement. Pourquoi voudriez-vous que les patrons ne se frottent pas les mains ?

Il n'y a pas que les ordonnances. Le gouvernement a déjà décidé de licencier 150 000 travailleurs précaires parmi les contrats dits aidés. Personne dans les classes populaires n'est épargné. La baisse des APL de 5 euros par mois pour tous pourrait grimper jusqu'à 50 ou 60 euros par mois, peut-être même 70, dans le parc HLM.

#### **Macron cherche à saucissonner les luttes**

Pour plaire encore davantage à des petits patrons déjà ravis, Macron a cru bon de nous traiter de fainéants. Plus sérieusement, il a tenu à affirmer qu'il maintiendrait son cap pro-patronal en annonçant, entre autres, une remise en cause des régimes de retraite des fonctionnaires et des cheminots. On ne doute pas qu'il a l'intention d'essayer. Mais, au-delà des postures va-t-en-guerre contre le monde du travail, il faut bien comprendre qu'il craint la convergence de nos luttes. En annonçant aux fonctionnaires et aux cheminots qu'il les attaquera dans quelques mois, il espère surtout qu'ils vont désertier les luttes d'aujourd'hui pour se préparer à lutter plus tard. C'est évidemment un piège : nous perdrons à coup sûr s'il réussissait à

saucissonner nos luttes. Alors qu'à l'inverse, si nous faisons reculer le gouvernement maintenant, il remballera le reste. C'est possible : Juppé en 1995, bien que « droit dans ses bottes », avait cédé sur les retraites face à la colère des cheminots ; Villepin, en 2006, avait annulé sa loi sur le CPE, pourtant promulguée, face aux réactions de la rue, en particulier des jeunes.

#### **Construire une riposte générale**

Les différentes confédérations syndicales ont des objectifs propres et se présentent en ordre dispersé. Mélenchon, lui, a des visées politiques personnelles évidentes. Aucun plan de mobilisation n'apparaît clairement.

Mais les manifestations des 12, 21 et 23 septembre, chacune dans son genre, ont tout de même contribué à une mobilisation qui peut encore aller vers un mouvement d'ensemble. À condition de nous en mêler nous-mêmes. En commençant par nous servir des appels existants.

Lundi 25, ce sont les routiers, le 10 octobre, les fonctionnaires à l'appel cette fois de tous leurs syndicats – on se demande d'ailleurs pourquoi un appel séparé, les fonctionnaires connaissant des problèmes semblables à ceux de tous les salariés.

Tous ces appels, quelle qu'en soit la forme, peuvent être un point d'appui pour construire un mouvement d'ensemble qui aille vers de vraies grèves se rejoignant pour devenir massives et toucher les patrons au porte-monnaie.

**À nous d'imposer un rythme plus soutenu de mobilisation en participant, qu'on travaille dans le public ou le privé, à tout ce qui est prévu dans les prochains jours. En particulier, il faudrait faire du 10 octobre une nouvelle journée interprofessionnelle et pas seulement une journée de grève des fonctionnaires.**

**Investir ça presse**

La direction présente le budget alloué à la rénovation des presses comme exceptionnellement élevé à Saint-Ouen : 250 000 euros par an. À part que c'est aussi l'usine qui compte le plus de presses, et qu'elles sont toutes anciennes. Cette somme est donc bien insuffisante pour assurer un véritable entretien, ou renouvellement pour celles qui sont en fin de vie. De véritables investissements sont urgents.

**Quand Picsou pousse le bouchon ...**

Chaque année, la direction demande à la Sécurité Sociale une ristourne sur ses cotisations patronales, accident de trajet et accident de travail, et l'obtient. Cette année, l'inspecteur de la Cramif l'a déjà avertie qu'il ne pourrait pas accorder cette ristourne en raison du rapport de l'Inspectrice du Travail concernant l'état déplorable et dangereux du sous-sol. Un état dont PSA ne s'est jamais préoccupée, à tel point que les salariés du nettoyage qui y descendent travaillent depuis des années dans des conditions insalubres. Parle à mon porte-monnaie, mon cœur est malade... Cette fois le message va peut-être passer ?

**Poissy : leur faire ravalier leur arrogance**

À Poissy début septembre, des briefings d'intimidation ont eu lieu pour annoncer aux ouvriers qu'ils ne pourraient plus aller aux toilettes en dehors des temps de pause sous risque d'« abandon de poste » avec menace de sanction. Les chefs se sont ensuite permis de parader et de se moquer des ouvriers, ce qui a déclenché un débrayage au Ferrage. Toujours dans une volonté d'humiliation, au Montage et Ferrage la hiérarchie fait des petits bâtons sur un tableau lorsque des salariés sont exceptionnellement autorisés à aller aux toilettes en dehors de la pause. Mercredi 20 septembre, plus d'une soixantaine de salariés ont débrayé une heure et ont défilé dans l'usine au B2. Ils protestaient contre les lois Macron mais aussi contre la volonté de la direction de leur interdire d'aller aux toilettes. Les chaînes ont été fortement ralenties.

Avec sa guerre psychologique, la direction accumule les provocations, un peu comme Macron : à se croire sortis de la cuisse de Jupiter, ils pourraient bien tomber sur un os.

**Intérimaires : le licenciement abusif généralisé**

Avec la loi Macron, tous les salariés risquent de perdre la prime d'équipe et le 13e mois. Les intérimaires pourront désormais être embauchés avec le nouveau contrat précaire, dit « CDI de chantier », (une nouvelle sorte de CDD), sans aucune IFM (indemnité de fin de mission) et sans prime de congés payés.

Ils risqueront le licenciement à tout instant en perdant tous leurs droits de reclassement.

En bref ce sera le licenciement abusif généralisé.

**La plus riche du cimetière**

Liliane Bettencourt, deuxième plus grosse fortune de France, vient de mourir. Avec une fortune estimée à 34 milliards d'euros, elle avait hérité d'un petit empire de son père Eugène Schueller, patron engagé en politique, ayant contribué au développement de l'extrême droite dans les années 1930-1940.

Si le paiement des droits de succession s'appliquait sur la fortune Bettencourt selon le barème habituel, cela permettrait de combler environ trois fois le fameux déficit de la Sécurité sociale. Mais la milliardaire semble avoir pris les devants, sa succession est préparée depuis 1992 et l'impôt risque d'être symbolique !

**L'aide au logement... pour les investisseurs**

Les montants de l'Aide personnalisée au logement (APL) vont diminuer de 5 € par mois à partir du 1<sup>er</sup> octobre. À cela s'ajoutera en 2018 une baisse de 50 à 60 € par mois des APL pour les locataires de logements sociaux. Cette baisse est supposée être compensée par des diminutions de loyers ... qui, si elles prennent effet, représenteront 1,5 million d'euros en moins pour les organismes HLM. De quoi réduire encore la construction, la rénovation et l'entretien courant des logements sociaux.

Même le très raisonnable délégué général de l'Union sociale pour l'habitat, qui regroupe les organismes de HLM, a claqué la porte des discussions avec le gouvernement en parlant d'une mesure « techniquement, économiquement et socialement inepte, irresponsable ! ». On ne le lui fait pas dire !

**Procès Houssam El-Assimi : l'aide aux migrants criminalisée**

Houssam El-Assimi, militant engagé dans l'aide aux migrants était convoqué au tribunal le 21 septembre pour « coup au thorax » au policier qui l'interpellait lors de l'évacuation de migrants à Paris un an plus tôt : une violence démentie par les témoins, la vidéo censée prouver ce geste ayant été détruite par la police. Face à cette accusation peu crédible, le jugement du militant du collectif « La Chapelle debout » a été reporté au 19 octobre 2017.

Plutôt que d'accueillir dignement des gens fuyant les guerres et la misère, le pouvoir cherche à discréditer les militants qui les aident en les présentant comme des délinquants. Le seul délinquant est le gouvernement Macron qui, à l'instar de ses prédécesseurs, continue à harceler et à traquer les réfugiés à Paris comme à Calais.